

Unité Départementale Hérault
520, Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 16/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LANGUEDOC ENROBES

Route de LODEVE
Chez Entse JEAN LEFEBVRE
34990 Juvignac

Références : UD34/H3/2025/054
Code AIOT : 0006601035

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement LANGUEDOC ENROBES implanté adresse Sur Carrière de la Madeleine 34750 Villeneuve-lès-Maguelone. L'inspection a été annoncée le 01/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 24 avril 2025 s'inscrit dans le programme des inspections établi pour l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LANGUEDOC ENROBES
- adresse Sur Carrière de la Madeleine 34750 Villeneuve-lès-Maguelone
- Code AIOT : 0006601035

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Villeneuve-lès-Maguelone produit des enrobés destinés à alimenter les chantiers locaux en produits bitumés.

Ce site est alimenté principalement par la carrière de la Madeleine située à proximité immédiate de la centrale d'enrobage.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	30 jours
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités relevées à l'issue de l'inspection concernent uniquement l'absence de documents techniques liés aux conditions d'exploitation de la centrale d'enrobage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : Article 6.III L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été dans la capacité de présenter à l'inspecteur de l'environnement la liste demandée au droit de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Il a fourni un devis de requalification décennale et de déclassement pour 2 cuves installées sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'établir et de transmettre à l'inspection de l'environnement la liste des équipements sous pression en place sur son site. Cette liste devra comprendre l'ensemble des informations précisées à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Les justificatifs de réalisation des dernières inspections et requalifications périodiques requises en fonction des échéances réglementaires devront également être communiquées à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 2 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.7 - Installations électriques L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pu présenter à l'inspecteur de l'environnement un rapport de contrôle des installations électriques daté de moins d'un an et justifiant du bon entretien de ces installations électriques comme demandé à l'article 2.7 de l'Arrêté ministériel de prescriptions générales du 5 décembre 2016 relatif à la rubrique 4801. Le dernier rapport de contrôle date du 29 novembre 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspecteur de l'environnement le rapport de contrôle des installations électriques datant de moins d'un an ou, à défaut de justifier d'une prochaine réalisation de ce rapport de contrôle.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.2 - Moyens de lutte contre l'incendie Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <p>a) Pour toutes les installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local [...]
<p>Constats :</p> <p>Il a été présenté, à la demande de l'inspecteur de l'environnement, le rapport de vérification des extincteurs en place sur le site. Ce rapport fait état d'un contrôle réalisé le 30 septembre 2024 par la société PROSUD Incendie; il porte sur l'intégralité du parc de extincteurs et sur la signalétique s'y rapportant. Il n'appelle pas d'observation de la part de l'inspecteur de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite